OEA/Ser.W

CIDI/INF.534/23

16 février 2023

Original: anglais

DOCUMENT DE RÉFLEXION

RÉUNION ORDINAIRE DU

CONSEIL InterAmÉricaIn POUR LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (CIDI)

28 FÉVRIER 2023

**THÈME: LA DÉCARBONATION DES AMÉRIQUES – SOLUTIONS BASÉES SUR L’ÉNERGIE ET LA NATURE**

1. **Antécédents/Justification**

La production et la consommation d’électricité ainsi que les transports sont des sources importantes d’émissions de gaz à effet de serre dans la région. Les pays qui cherchent à réduire leur empreinte carbone et à décarboner le secteur énergétique disposent d’une multitude de politiques qui, si elles sont mises en œuvre avec succès, sont susceptibles de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

Même si des pays des Amériques ont réalisé des progrès importants en matière de décarbonation du secteur énergétique, le continent continue à dépendre fortement des marchés pétroliers extrêmement volatiles et des subventions aux carburants. Au cours des vingt prochaines années, la région va avoir besoin de nouvelles technologies et de montants faramineux de capitaux pour satisfaire la demande croissante en énergie, renforcer sa sécurité énergétique et concrétiser les engagements pris dans le cadre de l’Accord de Paris en matière de lutte contre le changement climatique. Selon l’Agence internationale de l’énergie (AIE), d’ici 2040, la demande d’électricité va doubler, l’énergie hydraulique et le gaz naturel resteront prédominants dans la matrice de production, la participation des différentes énergies renouvelables sera plus importante (elle passera de 2% en 2014 à 11% en 2040) et le mazout et le charbon continueront à jouer un rôle dans le mix énergétique. En outre, des données de la Banque interaméricaine de développement indiquent que la région va avoir besoin d’une capacité supplémentaire de 408 gigawatts au cours des deux prochaines décennies (138 gigawatts provenant du gaz naturel et 270 gigawatts provenant de sources renouvelables), ce qui représente un coût moyen de 24 milliards de dollars chaque année. Par ailleurs, d’ici 2040, plusieurs actifs énergétiques qui arriveront à la fin de leur cycle de vie devront être remplacés, pour un coût estimé de 177 milliards de dollars. D’autre part, l’expansion et la rénovation des réseaux électriques pour approvisionner en électricité de nouveaux utilisateurs finals et répondre aux besoins de la mobilité électrique vont nécessiter près de 80 milliards de dollars. Sur la base de ces estimations, de 2023 à 2040, la région aura des besoins annuels en matière d’investissements en infrastructures énergétiques durables de l’ordre de 36,85 milliards de dollars pour mettre en œuvre des transitions énergétiques pour la seule production d’électricité.

Les pays peuvent renforcer leur sécurité énergétique, améliorer leur balance des paiements et parvenir à une meilleure gestion budgétaire en augmentant la part des énergies renouvelables dans la matrice énergétique nationale. Accélérer l’adoption des technologies d’énergies renouvelables diminue la dépendance des importations de pétrole, crée de nouvelles offres d’emplois et réduit les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, les budgets des gouvernements ne disposent pas de la marge de manœuvre nécessaire pour fournir le niveau de soutien financier requis pour financer la décarbonation à grande échelle du secteur énergétique. Qui plus est, la forte baisse financière résultant de la pandémie de COVID-19, combinée au conflit armé entre la Russie et l’Ukraine, rend nécessaire la mise en œuvre d’une approche pangouvernementale de nature à garantir que tous les secteurs économiques sont en mesure de contribuer au redressement de l’économie.

Les capitaux du secteur privé et les solutions technologiques sont cruciales pour réussir les transitions énergétiques dans les Amériques. Il est à la fois nécessaire et possible pour le secteur privé de contribuer à faire de la transition énergétique de la région un paradis pour des investissements judicieux du point de vue climatique et qui auront un impact social. Ainsi, résoudre la crise du changement climatique va requérir un partenariat public-privé de premier ordre et les chefs d’entreprises devraient participer à la conversation en cours sur la manière de mettre en adéquation les finances et l’innovation avec la transition vers un secteur énergétique durable et net zéro.

Outre le fait de mettre en œuvre des solutions dans le domaine des énergies renouvelables, la décarbonation effective de l’économie exige des efforts considérables pour améliorer l’efficacité énergétique dans les foyers, les entreprises et les industries. L’efficacité énergétique est une manière rentable sur le plan économique de lutter contre le changement climatique, de réduire le prix de l’énergie et d’améliorer la compétitivité. L’efficacité énergétique est également cruciale pour parvenir à zéro émissions nettes. Les économies d’énergie réduisent le besoin d’investissements futurs, libèrent des capitaux et protègent des risques liés aux carburants, améliorent la compétitivité et soutiennent la planification des ressources à long terme. La plupart des pays latino-américains et caribéens prévoient des objectifs en matière d’efficacité énergétique dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l’Accord de Paris.

Concernant le secteur des transports, les données de la Banque mondiale montrent que, en Amérique latine et dans les Caraïbes, 35% des émissions de gaz à effet de serre liées à la combustion des carburants proviennent des véhicules à moteur à combustion interne – beaucoup plus que la moyenne mondiale qui est de 22%. Par ailleurs, le nombre d’usagers des transports public de la région est l’un des plus élevé au monde. L’électrification des transports publics permettrait de réaliser d’énormes avancées en matière de transformation en réduisant les émissions à effet de serre tout en aidant les pays à concrétiser leurs contributions déterminées au niveau national au titre de l’Accord de Paris.

Du point de vue de l’innovation technologique, l’hydrogène vert est très prometteur car un nombre croissant de pays de la région, stimulés par leurs abondantes ressources en énergie renouvelable, la nécessité de décarboner leurs économies et l’énorme potentiel des exportations d’hydrogène, se prépare à produire de l’hydrogène propre.

De plus, les solutions basées sur la nature sont la gestion durable et les pratiques d’ingénierie qui combinent les processus naturels et l’environnement construit pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les forêts capturent le carbone et le stockent, les océans absorbent la chaleur provenant du réchauffement anthropique, les zones humides créent des barrières naturelles contre les tempêtes plus fréquentes et plus violentes et les communautés dépendent des ressources de la Terre pour prospérer. Des recherches récentes indiquent que les solutions basées sur la nature pourraient fournir « environ 30% des mesures efficaces et économiques d’atténuation du changement climatique » qui sont indispensables d’ici 2030 pour maintenir le réchauffement de la planète en-dessous des 2°C.

1. **Objectif de la réunion**

La réunion sera ciblée sur les mesures cruciales prises par les gouvernements de la région dans le but de soutenir les transitions énergétiques nationales. Les points précis qui feront l’objet de l’examen incluent les stratégies, les politiques et les investissements visant à décarboner le secteur énergétique et les solutions basées sur la nature.

Les questions posées aux États membres seront notamment :

1. Quelles stratégies sont efficaces pour accélérer la transition vers une énergie propre?
2. Quelles mesures d’incitation ou quels types de partenariats peuvent être mis en œuvre pour accélérer la mobilité électrique?
3. La production d’hydrogène et son exportation vers l’Europe et l’Asie peuvent-elles devenir une source de revenus? La technologie de l’hydrogène peut-elle devenir l’avenir de l’intégration énergétique dans les Amériques?
4. Quelles solutions basées sur la nature peuvent contribuer à lutter contre le changement climatique?
5. **Pertinence pour le SEDI**

- Renforcer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

- Soutenir les efforts déployés par les États membres afin de réaliser leurs CDN.

- Recueillir des informations des gouvernements en vue d’une future Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés du développement durable.

1. **Mandats de l’OEA**

Au neuvième Sommet des Amériques, tenu à Los Angeles (États-Unis d’Amérique) du 8 au 10 juin 2022, les Chefs d’État et de gouvernements se sont engagés à « Promouvoir la coopération multilatérale pour accroître l’utilisation de toutes les formes et de tous les types d’énergie renouvelable dans les pays du continent américain, y compris des programmes comme ceux de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), de la Banque de développement de l’Amérique latine (CAF), de la Banque centraméricaine d’intégration économique (BCIE), de l’initiative Énergies renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes (RELAC) et du Partenariat des Amériques pour l’énergie et le climat (ECPA), entre autres, pour inclure la participation de tous les États, le cas échéant ».

La résolution AG/RES. 2955 (L-O/20) a chargé le SEDI « de continuer à aider l’ECPA dans les efforts qu’il déploie pour soutenir les États membres dans le développement des énergies renouvelables et du gaz naturel ainsi que d’options possibles pour mettre en place des infrastructures transfrontalières et intersectorielles ainsi que des services énergétiques, en diversifiant les sources et la distribution géographique pour produire l’électricité et protéger les communautés contre les défaillances du réseau électrique causées par des catastrophes ».

La résolution AG/RES. 2904 (XLVII-O/17) charge le Secrétariat général « de continuer à promouvoir, dans la mesure où les ressources le permettent, le dialogue régional entre les États membres et entre les secteurs public et privé en vue de créer des systèmes énergétiques fiables, moins polluants, plus abordables, renouvelables et durables, qui facilitent l’accès à l’énergie et à des technologies et pratiques à haut rendement énergétique, ainsi que de continuer à encourager des partenariats qui favorisent une coordination accrue entre bailleurs de fonds, un accès volontaire à l’information et un échange de connaissances à des conditions et modalités convenues d’un commun accord, pour une mise en œuvre plus efficace des stratégies régionales en matière d’énergie renouvelable ».

La Charte de l’OEA ordonne au CIDI de promouvoir la coopération entre les États membres de l’OEA afin de parvenir au développement intégré et, en particulier, de contribuer à l’élimination de la pauvreté absolue. La Charte demande également au CIDI de « promouvoir, coordonner et confier l'exécution des programmes et projets de développement aux organes subsidiaires et aux organismes pertinents, en s'inspirant des priorités fixées par les États membres dans des domaines tels que le développement économique et social y compris le commerce, le tourisme, l'intégration et l'environnement ».

Le Programme interaméricain de développement durable (PIDS) charge le Secrétariat général de l’OEA, par l’intermédiaire du SEDI, de collaborer avec les autorités chargées du développement durable dans les États membres et de mettre en place une coordination avec d’autres instances et organisations internationales. Le PIDS établit des actions stratégiques visant à garantir que les activités du Secrétariat général en matière de développement durable sont en harmonie avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et avec l’Accord de Paris sur le climat et que ses objectifs et ses résultats sont guidés par les ODD approuvés par les États membres et contribuent à leur réalisation.

Aux termes du PIDS, les activités du Secrétariat général devraient contribuer directement à soutenir les efforts que déploient les États membres pour réaliser l’ODD 7 : « Garantir l’accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable » ainsi que les cibles apparentées d’autres ODD du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et leurs composantes intersectorielles.

1. **Structure de la réunion**

Intervenants invités:

- Un haut fonctionnaire du gouvernement des Bahamas

- Un haut fonctionnaire du gouvernement du Chili

- Un haut fonctionnaire du gouvernement du Panama

- Un haut fonctionnaire du gouvernement des États-Unis d’Amérique

1. **Résultats de la réunion**
2. Des stratégies performantes des États membres propres à accélérer la transition énergétique dans leurs pays respectifs.
3. Des recommandations précises concernant l’objectif de devenir une région neutre en carbone d’ici 2050.
4. Des informations des États membres concernant le financement de la lutte contre le changement climatique et la nécessité d’un engagement du secteur privé.
5. Les points importants à retenir, lesquels contribueront à l’élaboration de l’ordre du jour de la quatrième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés du développement durable.

CIDRP03767F04